

De la mesure de la violence dans les pays en crise : un enjeu politique pour le développement, la paix et la sécurité

M.-A. Pérouse de Montclos*

Cet article interroge les données, les indicateurs, les catégories statistiques et les outils mobilisés pour mesurer les niveaux de violence dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Il montre que les méthodologies utilisées sont très disputées et peuvent fausser les résultats, notamment dans le sens d'une perception à la hausse. Partant, il invite à reconsidérer le lien entre développement, paix et sécurité.

Adoptés en 2015 par les Nations unies, les Objectifs de développement durable (ODD) reposent sur des indicateurs qui visent, entre autres, à mesurer les niveaux de violence dans chaque pays en vue de promouvoir des sociétés stables et prospères. Les taux d'homicides, en particulier, retiennent l'attention. Certes, ils ne peuvent pas résumer à eux seuls la complexité de violences aux aspects multiformes et parfois invisibles lorsqu'elles sont confinées à la sphère domestique et qu'elles touchent des zones difficiles d'accès. Mais ils permettent d'essayer d'objectiver des tendances. Aussi les taux d'homicides sont-ils utilisés pour, par exemple, évaluer le risque pays des investisseurs, calculer le montant des primes d'assurance ou définir les situations de crises qui déterminent l'attribution de statuts de réfugiés, la déclaration d'états d'urgence ou les niveaux d'alerte à partir desquels la communauté internationale peut décider d'intervenir et de déployer son aide.

Le problème est qu'il est difficile de trouver des indicateurs standardisés permettant de rendre compte de la complexité des phénomènes de la violence. Avec le projet appelé Sphere, par exemple, les organisations humanitaires ont essayé d'introduire des seuils de surmortalité et de malnutrition pour évaluer l'intensité des crises, notamment dans les camps de réfugiés et de déplacés internes¹. Initialement, le standard fut fixé en 1997 à plus d'un mort par jour pour 10 000 habitants (Glasman, 2019, p.140). Mais à partir de 2011, il fut

ensuite modulé en fonction des niveaux de développement des zones considérées, à raison de 0,03 mort en Europe, de 0,15 en Amérique latine, de 0,46 en Asie du Sud et de 1,07 en Afrique subsaharienne, soit un rapport de 1 à 35 entre les situations les plus extrêmes de l'échiquier mondial.

Dans un premier temps, cet article analyse les difficultés à mesurer la violence lorsque les statistiques officielles se révèlent défailtantes. À partir des trois principales méthodologies utilisées en pareil cas, il fait le constat qu'il existe un relatif consensus académique sur l'indicateur du nombre de morts pour apprécier l'intensité et l'évolution des conflits armés dans le temps et dans l'espace. Les autres points de la discussion, en revanche, continuent d'être très disputés. Dans un deuxième temps sont donc analysés les termes d'un débat qui ne porte pas que sur la fiabilité des données et des méthodologies mobilisées, mais aussi sur les résultats obtenus, d'une part, et la qualification des événements et des victimes, d'autre part. Sont notamment évoquées les raisons qui peuvent favoriser des perceptions à la hausse sur la base de biais spatio-temporels. Le décryptage de rapports produits par les Nations unies et la Banque mondiale le montre à sa manière. En guise de conclusion, l'article revient alors sur les liens entre développement et sécurité, un débat qui est loin d'être clos.

¹ <https://spherestandards.org/>

* Marc-Antoine Pérouse de Montclos est politiste et directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il est le fondateur et directeur scientifique du projet *NigeriaWatch*, marc-antoine.perouse-de-montclos@ird.fr

Difficultés à mesurer la violence

Lorsqu'ils veulent comparer des situations dans le temps et dans l'espace, les spécialistes de la criminalité et des guerres se focalisent en général sur l'indicateur du nombre de morts résultant directement de violences volontaires ou accidentelles. En fonction de l'étendue de leur champ d'étude, leurs appareils statistiques peuvent donc inclure les homicides de nature strictement criminelle, les victimes de conflits armés et, parfois, les morts de la route. Les spécialistes estiment en revanche qu'il n'est pas raisonnable d'assigner la même valeur à un meurtre et à un simple vol de sac à main. De ce point de vue, leur méthodologie diffère beaucoup de l'approche des concepteurs d'ACLED (*Armed Conflict Location & Event Data*), un projet porté par une ONG homonyme (encadré 1).

Bien entendu, la qualité et l'exactitude des données utilisées sont aussi importantes. La plupart du temps, l'analyste navigue dans le « brouillard de la guerre ». En vertu des conventions de Genève, les belligérants doivent théoriquement déclarer les morts dans les rangs des combattants. Mais ils n'ont pas de telles obligations concernant les civils. Commentant l'impact humain des interventions militaires des Etats-Unis en Afghanistan en 2001 puis en Irak en 2003, qui ont tué bien davantage de civils qu'Al-Qaïda, un général américain de l'état-major déclarait ainsi ne pas tenir la comptabilité des morts. « *We don't do body counts* », disait-il (Bonney, 2004, p.385). Au Sahel, en revanche, les armées engagées dans la lutte contre le terrorisme ont souvent cherché à faire du chiffre pour rassurer les opinions publiques. Les communiqués sur les bilans de leurs opérations n'en sont pas moins restés flous. En général, ils se sont contentés de décompter les morts « amis » ou « ennemis », sans mentionner les victimes civiles (Bagayoko, 2021, p.14).

D'une région à l'autre, les pratiques en la matière varient en fait du tout au tout. Les Nations unies, par exemple, rendent publiques les pertes subies au cours de leurs opérations de paix et identifient nommément les casques bleus tués au combat afin de mieux en honorer la mémoire. Mais les organisations régionales ne procèdent pas toutes ainsi. En Somalie, par exemple, les troupes de l'Union africaine refusent de déclarer leurs pertes afin de ne pas démoraleser leurs soldats (Williams, 2018, p.357). Pour masquer ses nombreuses défaites contre Boko Haram, l'armée nigérienne a quant à elle pris l'habitude d'enterrer ses soldats à la sauvette, en secret, dans les fosses communes de la caserne de Maimalari près de la ville de Maiduguri (Parkinson, 2019). Les récits recueillis sur place montrent cependant que les pertes subies sont très supérieures

aux bilans que l'état-major veut bien communiquer (Oriola, 2021, p.165)².

Encadré 1 : Les approximations d'ACLED

Financée par le Département d'Etat américain, ACLED est la base de données la plus prisée des agences de développement, des Nations unies et de la Banque mondiale pour analyser l'évolution des niveaux de conflictualité armée³. Son approche se focalise sur le dénombrement des troubles à caractère politique, plutôt que des auteurs ou des victimes des violences. Certains chercheurs lui reprochent en conséquence de traiter indifféremment des événements létaux ou non : tueries, arrestations, manifestations, simples mouvements de troupes... Kristine Eck, par exemple, souligne les biais et la fragilité de statistiques produites par un système qui met sur le même plan le massacre de Srebrenica et une attaque de sniper à Sarajevo (2012). ACLED, fait-on également remarquer, tend à présenter comme « politiques » des conflits où, en réalité, il est très difficile de déterminer ce qui relève ou non de la criminalité de droit commun ; une telle confusion peut donner à tort un sentiment d'augmentation à partir du moment où l'on étend le champ des événements couverts. Autre problème, les sources des données qu'utilise la base d'ACLED ne sont pas toujours disponibles. Aussi ne permettent-elles pas de vérifier la véracité des informations fournies.

De telles approximations n'empêchent cependant pas les agences intergouvernementales de continuer à recourir au projet ACLED sans le confronter aux méthodologies employées par d'autres bases de données qui se sont mises en réseau pour essayer de développer des standards communs sous l'égide de l'ONG Every Casualty Worldwide (ECW, 2016). L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), par exemple, fonde toutes ses analyses de la conflictualité en Afrique du Nord et de l'Ouest à partir des seules sources d'ACLED. A aucun moment ses chercheurs ne proposent la moindre réflexion critique sur la qualité de la méthodologie et des données mobilisées. Au contraire, ils entreprennent de mesurer l'intensité des violences en fonction du nombre d'incidents répertoriés, quel que soit leur degré de létalité, et ne mettent pas leurs résultats en relation avec la croissance démographique ou avec la taille des pays en proie à des conflits armés, du Libéria jusqu'au Nigeria, pays le plus peuplé du continent (Trémolières et al., 2020, p.72).

Assez logiquement, ils en concluent alors que l'Afrique du Nord et de l'Ouest n'a jamais connu autant de violences que sur la période 2014-2019. Ce faisant, ils oublient de préciser que la qualité et la quantité des données se dégrade à mesure qu'on remonte dans le temps jusqu'en 1997, point de départ du projet ACLED, au début de la « digitalisation du monde ». Les chercheurs de l'OCDE soutiennent également que les conflits d'aujourd'hui seraient plus fluides et plus complexes : ils tueraient une plus grande proportion de civils, déborderaient davantage des frontières nationales et seraient moins structurés par des idéologies (Trémolières et al., 2020, pp.78-9). Leur description correspond toutefois fort bien aux caractéristiques des affrontements qui ont ravagé le Libéria puis la Sierra Leone entre 1990 et 1997, avant les débuts de la « digitalisation du monde » par ACLED.

² De source officielle, on estime que près d'un millier de soldats meurent au combat chaque année depuis l'instauration d'un état d'urgence en 2013, un chiffre à comparer aux cinquante hommes que les troupes britanniques ont perdu lorsqu'elles ont défait le califat de

Sokoto en 1903 puis parachevé la conquête militaire du Nigeria avec l'unification des territoires du Nord et du Sud en 1914 (Siollun, 2021, p.334).

³ <https://acleddata.com/#/dashboard>

Le débat est loin d'être clos car la fiabilité des statistiques utilisées dépend également des méthodologies employées et de leur séquençage, pendant ou après les hostilités (Pérouse de Montclos et al., 2016). Aucune approche n'est vraiment satisfaisante. Les sondages d'opinion, d'abord, traitent seulement des perceptions de l'insécurité et peuvent donner des résultats très différents, voire contradictoires, suivant la façon dont les questions sont posées et traduites dans les langues vernaculaires. Quant aux enquêtes de victimation conduites dans des pays affectés par des conflits armés, elles risquent parfois d'extrapoler les résultats à partir d'une seule région. De plus, elles ont beaucoup de difficultés à identifier les familles dont tous les membres ont été tués et elles risquent en permanence d'être biaisées car elles dépendent des possibilités d'accès aux différents camps en lice⁴. Il n'y a pas d'échantillon représentatif et elles ne produisent qu'une photo de la situation à un moment donné. Rarement reproductibles dans des conditions similaires, elles ne permettent donc guère d'apprécier des évolutions dans le temps. Fondées sur l'autopsie orale des survivants, enfin, les tentatives de reconstitution rétrospective de l'histoire des violences sont également limitées, l'âge aidant, par les défaillances de la mémoire humaine.

Très déductive, l'analyse ex-post des recensements de population ne suffit pas non plus pour estimer la surmortalité résultant de conflits armés. En effet, le procédé consiste généralement à établir des bilans de pertes humaines par soustraction, à partir du nombre attendu d'habitants en temps normal. Une telle approche ne permet guère de prendre en compte le départ de réfugiés qui n'auraient pas été tués mais qui, une fois en exil, échapperaient aux tentatives de dénombrement des citoyens restés sur le territoire national au sortir d'un conflit. L'analyse ex-post des recensements ne permet pas non plus de distinguer la surmortalité résultant directement de violences ou, bien plutôt, d'une plus grande vulnérabilité aux maladies du fait de la corruption des autorités et de l'effondrement des services publics de santé.

Quant aux enquêtes judiciaires, enfin, elles sont beaucoup plus précises car elles reposent sur les outils scientifiques de la médecine légale et visent à identifier nommément les victimes, souvent sur la base d'exhumations de cadavres retrouvés dans des charniers ou des fosses communes. Mais elles ont généralement pour inconvénient d'être menées des années après la fin des hostilités, par exemple dans le cadre de commissions vérité et réconciliation. Elles ne permettent donc pas de suivre en continu l'évolution d'un conflit pour alerter les décideurs et la communauté internationale quand la situation se dégrade brusquement. De plus, elles sont parfois tributaires

d'arrangements politiques qui répondent à la justice du vainqueur et qui introduisent des biais dans les enquêtes.

Encadré 2 : NigeriaWatch, un système de surveillance passive à l'épreuve du feu

Destiné à pallier l'absence de données fiables dans le pays le plus peuplé d'Afrique, NigeriaWatch est un projet qui est basé à l'université d'Ibadan et qui fonctionne en continu depuis 2006⁵. L'outil fournit un dispositif d'analyse scientifique et d'appui à la décision dans des environnements à risque. Il permet de dégager des tendances et de mieux gérer l'incertitude en recoupant les informations disponibles et en objectivant les niveaux de violence dans un pays qui ne dispose pas d'appareil statistique opérationnel en la matière. Les indicateurs résultent d'une base de données qui repose sur la quantification, la qualification et la localisation des homicides et des morts violentes, y compris accidentelles. Réactualisée en permanence et utilisable en continu, celle-ci s'améliore constamment à mesure qu'elle engrange des informations à partir de sources ouvertes : plus de 30 000 événements létaux et près de 160 000 décès enregistrés en quinze ans, de 2006 à 2021.

Comme les autres organisations membres du réseau d'Every Casualty Worldwide, le projet NigeriaWatch se heurte cependant à de nombreux obstacles. Face à des données souvent contradictoires, d'abord, le système doit calculer des moyennes des nombres de morts. Plutôt que de se risquer à spéculer sur la base d'informations invérifiables, il se garde également la possibilité, en cas de doute, de mentionner plusieurs causes et protagonistes des violences. Toute la difficulté est en effet de qualifier des événements létaux, le statut de leurs victimes et les raisons qui ont conduit à des pertes en vies humaines. Guerre, attaque terroriste, émeute, règlement de compte communautaire, assassinat politique, banditisme de grand chemin : le choix est vaste.

L'équipe de NigeriaWatch n'a évidemment pas les moyens de mener des enquêtes policières et judiciaires pour trancher et échelonner les responsabilités. A la différence du projet ACLED, elle ne vise donc pas à couvrir seulement des incidents que certains considèrent comme « politiques ». Dans le même ordre d'idées, elle ne qualifie pas non plus de « civils » ou « combattants » des morts qui, dans bien des cas, sont anonymes, sans qu'on puisse identifier leur statut de porteur d'armes au moment de leur décès. Les controverses à ce sujet sont innombrables, ainsi que le montrent, par exemple, les déclarations contradictoires de l'armée française et des enquêteurs de l'ONU à propos du bombardement du village de Bounti dans le centre du Mali le 3 janvier 2021.

Enfin, NigeriaWatch n'échappe pas aux tentatives de manipulations politiques qu'ont également connues d'autres membres du réseau d'Every Casualty Worldwide à propos de l'Irak ou du Pérou. Ses données ont ainsi été utilisées et extrapolées par des ONG protestantes pour avancer l'idée d'un génocide de chrétiens dans le nord à dominante musulmane du Nigeria, une hypothèse qu'il a fallu récuser dans plusieurs tribunes (Hiribarren, 2019 ; Pérouse de Montclos, 2019).

A tout prendre, les systèmes dits de « surveillance passive » sont sans doute les moins mauvais. S'appuyant souvent sur des sources ouvertes,

⁴ Sur les controverses qu'ont suscitées les enquêtes de victimation et les extrapolations de l'ONG américaine International Rescue Committee à propos de l'Irak ou de la République Démocratique du Congo, voir, par exemple,

Pérouse de Montclos (2010) et Pérouse de Montclos, Minor & Sinha (2016).

⁵ <http://www.nigeriawatch.org/>

notamment des rapports de presse et d'organisations de défense des droits de l'homme, ils peuvent jouer un rôle d'alerte et pallier les défaillances des autorités dans des environnements extrêmement incertains, quand il n'existe pas de statistiques officielles sur les morts violentes (voir l'encadré 2). Pour le scientifique, le défi est alors de monter des bases de données indépendantes. De telles entreprises demandent du temps et de l'argent. Elles ne correspondent donc pas aux modalités de financement de la recherche sur des programmes à court terme. Enfin, leur fiabilité dépend toujours de la qualité des données recueillies, de leur couverture géographique et de la possibilité de les recouper à partir de plusieurs sources contradictoires. Les médias, on le sait, ont souvent pour défaut de sélectionner les événements en fonction de leur audience possible et de leur immédiateté, sans se préoccuper du sort des victimes qui décèdent des suites de leurs blessures après, par exemple, un attentat retentissant.

Les termes du débat

Au-delà des questionnements académiques sur la fiabilité des données et des méthodologies utilisées, les débats portent aussi sur les résultats obtenus. D'un côté, on trouve surtout des auteurs anglo-saxons qui constatent une diminution durable des taux d'homicides et de la létalité des affrontements qualifiés de guerres (Mack *et al.*, 2005 ; Pinker, 2011 ; Harari, 2017)⁶. De l'autre côté, certains chercheurs récusent les approches quantitatives pour apprécier l'évolution de la conflictualité dans le monde. C'est notamment le cas d'un bon nombre de politistes en France. Bertrand Badie, par exemple, dénonce « une myopie, habillée d'optimisme, proclamant à tout vent que la guerre est en recul alors qu'elle se diversifie dans une polymorphie qui la décentralise hors des champs de bataille classiques » (2019, p.38). Sans aller jusqu'aux théories les plus extrêmes de l'effondrement, l'idée est également que, face à l'émergence de la Chine et des pays en développement, le désordre du monde serait de plus en plus insaisissable et de moins en moins quantifiable depuis la fin de la bipolarité du temps de la guerre froide.

Dans une très large mesure, le débat bute en fait sur la capacité des scientifiques et des praticiens de la sécurité à mesurer la violence et son évolution dans le temps et dans l'espace. Pendant longtemps, les chercheurs ont développé à ce sujet une approche très euro-péo-centrée. Nombre d'entre eux ont ainsi ignoré les spécificités des pays du Sud et modélisé leurs travaux à partir des événements de la Première Guerre mondiale, un conflit censé symboliser la quintessence d'affrontements entre les armées régulières et les soldats en uniforme d'États-nations au faite de leur puissance. A leurs yeux, un tel cadre spatio-temporel n'en faisait que mieux ressortir la singularité des guerres civiles d'aujourd'hui, en

particulier dans le contexte de mouvements insurrectionnels qui sont dorénavant qualifiés de terroristes.

La référence aux affrontements de 1914-1918 n'en est pas moins discutable pour comprendre les violences contemporaines à l'échelle mondiale. En effet, la Grande Guerre ne constitue pas le socle d'un modèle qui permettrait d'apprécier l'évolution des conflictualités dans le temps et dans l'espace. Elle fut exceptionnelle par la proportion de ses victimes militaires, relativement aux civils, et de ses soldats tués au combat, plutôt que morts de maladie ou de faim comme autrefois, avant les progrès de la médecine et des transports observés pendant la deuxième moitié du 19^e siècle. En revanche, elle n'a pas atteint de record en matière de surmortalité due à des conflits armés. Selon les historiens, sa ponction démographique fut, toutes proportions gardées, moindre que les cinq millions de morts comptabilisés lors des guerres révolutionnaires qui ravagèrent l'Europe entre 1792 et 1815 (Cabanes, 2018, p.160). En valeur absolue, elle n'est pas non plus comparable aux affrontements de la révolte des Taïping, qui ont fait entre vingt et trente millions de morts en Chine sur la période allant de 1851 à 1864.

Pour suivre l'évolution des niveaux de violence d'un pays et d'une période à l'autre, le choix d'un marqueur historique peut ainsi introduire des biais spatio-temporels qui perturbent l'analyse. Au sortir de la guerre froide, par exemple, de nombreux chercheurs s'attendaient à une pacification du monde du fait de la diminution des tensions entre les superpuissances américaine et soviétique. Certains ont alors eu tendance à exagérer la gravité des conflits armés qui ont continué de ravager les pays en développement et qui défiaient leur compréhension de violences autrefois comprises comme des affrontements par procuration entre l'Est et l'Ouest. Pour ce qui est de l'Afrique, en particulier, les théoriciens des guerres dites « nouvelles » se sont beaucoup inspirés des travaux d'une politiste américaine, Mary Kaldor (1999), et d'un économiste britannique, Paul Collier (2000).

Constatant la diminution des affrontements directs entre États et entre armées en uniformes, ces auteurs ont en l'occurrence insisté sur la multiplication des exactions et les mobiles lucratifs des conflits contemporains, schéma qui a bien correspondu au sentiment de désordre qu'a provoqué le terrorisme de type djihadiste après les attentats d'Al-Qaïda à New York en 2001. A les en croire, les belligérants auraient ainsi renoncé à poursuivre les objectifs géopolitiques et idéologiques d'autrefois en vue de capturer des territoires, de défendre le monde libre ou de se battre sous l'étendard de la révolution sociale. Aujourd'hui, on aurait plutôt affaire à des bandes de criminels qui auraient surtout pour but d'extorquer de l'argent, de

⁶ Du côté français, voir Tertrais, 2011.

pillier les ressources disponibles et de rançonner la population.

Pourtant, la dimension prédatrice des conflits menés par des forces gouvernementales ou des groupes insurrectionnels est une réalité fort ancienne. Les théoriciens des « nouvelles guerres » ont en conséquence été très critiqués à cause de leur myopie historique et de leur incapacité à recourir aux outils de l'anthropologie pour décrypter et rendre intelligibles des affrontements aux logiques fort complexes (Marchal & Messiant, 2003 ; Cramer, 2006 ; Newman, 2004 ; Pérouse de Montclos, 2007). Mary Kaldor n'en a pas moins persisté (2018). Forte de son audience dans certains cénacles internationaux, elle a continué à défendre la thèse de « nouvelles guerres » définies sur la base de quatre éléments qui méritent d'être énoncés car ils ont très largement contribué à formater le regard que l'on porte à présent sur les insurrections du Moyen Orient ou de l'Afrique subsaharienne.

En premier lieu, Mary Kaldor a insisté sur la privatisation, la décentralisation et, in fine, la fragmentation des acteurs de la violence dans le cadre de conflits déstructurés où, désormais, on enregistrait peu d'affrontements entre groupements militaires constitués. Deuxièmement, elle a souligné l'importance des motivations identitaires d'insurgés qui, pour l'essentiel, avanceraient dorénavant des revendications de nature ethnique et religieuse. Troisièmement, elle a constaté l'effacement du soutien que les Etats apportaient aux guérillas du temps de la guerre froide. Les relais dans les diasporas outre-mer n'ont pas compensé ce manque à gagner et les groupes insurrectionnels d'aujourd'hui auraient donc davantage tendance à vivre de trafics et de diverses activités criminelles, ceci sans parler du détournement de l'aide internationale. Enfin, les conflits se caractériseraient par des violences accrues contre les civils, à la fois pour créer un climat de terreur, pour embrigader des jeunes de force et pour se financer en rackettant ou en kidnappant les habitants des zones de conflit (Kaldor, 2018).

En fait de nouveauté, il n'y a pourtant pas besoin de remonter jusqu'au Moyen-Age pour retrouver tous ces éléments dans les affrontements de l'Afrique ancienne, quoi qu'il en soit par ailleurs du développement de l'aide internationale et d'éventuels prolongements diasporiques. Assurément, les guerres d'autrefois n'étaient pas plus « propres » et moins meurtrières pour les civils. La remarque s'applique aux attentats terroristes. Au Sahel, par exemple, les groupes insurrectionnels aujourd'hui qualifiés de djihadistes n'ont sûrement pas la primeur des attaques indiscriminées contre des civils. Autour du lac Tchad, les armées de pays comme le Nigeria et le Cameroun se caractérisent également par la brutalité de rafles qui s'accompagnent souvent d'exécutions extrajudiciaires et, parfois, de massacres de paysans (Pérouse de Montclos, 2020).

En Europe, les attentats terroristes des années 1970 étaient sans doute plus ciblés. Mais ils n'ont pas épargné les simples passants, victimes collatérales de la fureur des assaillants. D'une manière générale, les massacres d'innocents ont été très nombreux dans l'histoire de l'humanité. Du sabre jusqu'à l'avion, il convient donc de ne pas s'arrêter à leurs modalités techniques pour en tirer des conclusions hâtives sur la prétendue innovation d'attentats suicides qui, en réalité, ne sont spécifiques ni aux djihadistes, ni aux musulmans, ni aux Africains, ni aux Arabes. Il n'est qu'à songer, en France, à cet horloger de Senlis qui se fit exploser dans la foule avec sa machine infernale au début de la Révolution de 1789, ceci sans parler des anarchistes de la fin du XIX^e siècle (Mazeau, 2012).

Les raisons d'une perception à la hausse

Dans une très large mesure, la tendance à embellir le passé et à dramatiser la dangerosité du monde contemporain a en fait tenu à des tropismes géographiques et à des effets de mémoire courte. D'ordinaire, on se souvient plus facilement des traumatismes les plus proches et les plus récents, en particulier ceux que l'on a vécus. A l'inverse, on a parfois intérêt à oublier des événements désagréables et déshonorants, occultation qui confine parfois à une forme de myopie historique, voire de négationnisme dans le cas des Turcs vis-à-vis des Arméniens. Tout dépend aussi du devoir de mémoire que l'on veut entretenir. Les victimes de la Shoah, par exemple, ont été tuées à l'abri des regards. Il était donc crucial de les dénombrer afin de dissiper tout doute sur la réalité et l'ampleur du génocide perpétré par les nazis. En France au sortir de la Première guerre mondiale, en revanche, il n'y eut pas besoin de compter les victimes tombées au champ de bataille pour convaincre la population de l'abomination des tranchées et entretenir la mémoire de soldats dûment identifiés sur les monuments aux morts de chaque village. Si les pacifistes de l'époque mirent en cause la légitimité du recours aux armes, le bilan humain des hostilités, lui, ne fit pas débat. Les autorités se contentèrent de produire un rapport qui avait surtout pour but d'organiser le versement de compensations aux familles des hommes tués au front. Mais aucun scientifique n'essaya de façon indépendante de vérifier les chiffres fournis par l'armée française, qui avaient peut-être été sous-estimés et qui, de toute façon, ne traitaient pas des victimes civiles (Prost, 2008).

A l'occasion, la propension à miser sur une hausse plutôt qu'une baisse de la violence suit également des logiques bureaucratiques. Dans un monde globalement moins ravagé par les guerres, des organisations militaires et humanitaires peuvent en effet avoir intérêt à élargir leur mandat et leurs critères d'intervention pour justifier la poursuite de leurs opérations, quitte à nourrir artificiellement le sentiment d'une aggravation de la situation. Le cas du HCR (Haut-Commissariat des

Nations Unies pour les Réfugiés) et du CICR (Comité International de la Croix-Rouge) en témoigne à sa manière. Alors que diminuait le nombre de réfugiés recensés à la fin des années 1990, le premier a étendu sa protection aux déplacés internes qui n'avaient pas franchi de frontières internationales, contribuant ainsi à entretenir l'illusion d'une amplification des conséquences migratoires des conflits armés (Pérouse de Montclos, 2013, p.27). Le CICR, regrettait un de ses anciens délégués, a quant à lui laissé croire à tort à une augmentation impressionnante du nombre de détenus politiques en commençant à publier dans ses rapports d'activités l'ensemble des effectifs des prisons qu'il visitait, droits communs compris (Nessi, 2019, p.183).

L'élargissement des mandats de protection et la multiplication des catégories de victimes ne sont pas seuls en cause. Sur le plan méthodologique, le sentiment d'une aggravation de la situation dépend aussi de la volonté ou non d'inclure dans des décomptes macabres les morts résultant indirectement des violences. Au sortir de la Première Guerre mondiale, on sait par exemple que le virus de la grippe espagnole, convoyé par des soldats, fit davantage de victimes que les combats pendant toute la durée des hostilités. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Égypte a vécu un drame assez similaire, certes à une échelle plus réduite. A l'époque, on y a ainsi recensé entre 100 et 200 000 victimes de malaria, dont la gravité a été exacerbée par l'état d'urgence, tandis que les combats contre les Allemands en Libye faisaient entre 50 et 70 000 morts en 1942 (Mitchell, 2002, pp.19-27).

Assez logiquement, l'inclusion des décès résultant indirectement des conflits a contribué à propulser les tendances à la hausse. Mathématiquement, le sentiment d'une montée des violences a aussi accompagné la croissance démographique et l'amélioration de la recension des violations des droits de l'homme. La digitalisation du monde, notamment, a permis d'accélérer le traitement des données relatives aux victimes de conflits armés. L'économiste Paul Collier en a ainsi déduit un peu trop rapidement que les guerres d'aujourd'hui dureraient plus longtemps et étaient par conséquent plus meurtrières (Collier et al., 2001). Mais ses conclusions provenaient très largement du fait que son appareillage statistique était de moins en moins fourni à mesure que l'on remontait dans le temps, quitte, par exemple, à ignorer complètement les premières phases de la guerre civile au Soudan dans les années 1960 (Pérouse de Montclos, 2016).

Dans un monde global, le développement des transports et des médias, l'accélération du rythme de circulation des informations et la multiplication d'organisations humanitaires ont tous contribué à entretenir le sentiment d'une augmentation de la

conflictualité armée, à mesure que se multipliaient les institutions susceptibles de « capter » et enregistrer les violences. Le nombre d'ONG, par exemple, a augmenté depuis les années 1980⁷. Paradoxalement, on a ainsi vu davantage de secouristes se déployer sur les terrains de crises alors même qu'il y avait de moins en moins de guerres et de famines : une tendance qui, en l'occurrence, confirme la thèse de certains chercheurs selon qui l'aide internationale, notamment alimentaire, est d'abord déterminée par l'offre, bien plus que par la demande (Barrett, 2005).

Parallèlement, l'affirmation progressive d'un droit d'ingérence humanitaire a par ailleurs contribué à sensibiliser les opinions publiques et à rendre plus visible la souffrance d'autrui. L'évolution du contexte international a aussi joué un rôle. Au sortir de la guerre froide, l'apaisement des tensions entre les États membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies a permis de monter davantage d'opérations de paix et a pu donner l'impression d'une multiplication des conflits à travers le monde, en particulier en Afrique.

Le cas des Nations unies et de la Banque mondiale

A travers la question de la conflictualité armée, et pas seulement du crime, le sentiment d'une montée des violences est ainsi partagé par une bonne partie de la communauté académique et des experts des organisations intergouvernementales. A l'échelle mondiale, cependant, les données recueillies par les quantitativistes montrent une tendance inverse (Lacina et al., 2006, 2005). De telles conclusions amènent à repenser un débat qui, bien souvent, se focalise davantage sur les raisons de l'instabilité d'un monde multipolaire que sur les difficultés à mesurer la violence. Publié conjointement par les Nations unies et la Banque mondiale, une première dans l'histoire de ces institutions, un récent rapport des deux plus grosses organisations intergouvernementales de la planète en donne un aperçu significatif dans un contexte où la poursuite des opérations de guerres se concentre désormais dans trois principaux pays : l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie (United Nations, 2018).

Centré sur la prévention des conflits, il soutient en effet que, depuis 2010, les violences armées seraient reparties à la hausse après avoir décliné au sortir de la guerre froide. A l'en croire, le nombre de personnes tuées sur les théâtres d'opérations militaires depuis 2005 aurait été multiplié par dix en dix ans et on retrouverait cette hausse dans des proportions assez similaires concernant les victimes de terrorisme⁸. L'année 2016 serait un record : on n'y aurait jamais enregistré autant de pays en guerre au cours des trente

⁷ Quant au nombre d'organisations intergouvernementales, il est passé de 123 en 1951 à 7 710 cinquante ans plus tard (United Nations, 2018, p.236).

⁸ Sur l'augmentation d'événements désormais qualifiés de terroristes, voir, par exemple, De Young, 2007.

dernières années. *Last but not least*, les violences toucheraient surtout les régions les plus pauvres de la planète. Dans le monde développé, les démocraties libérales, elles, resteraient relativement épargnées, même si, au cours du siècle passé, les Etats-Unis ont été le pays le plus souvent en guerre si l'on en juge par la fréquence de leurs interventions militaires... à l'étranger.

Bizarrement, cependant, les chiffres cités par le rapport ne confirment pas toujours le constat alarmiste des Nations unies et de la Banque mondiale. En effet, ils montrent bien que le grand moment des conflits armés ne date pas des années 2010 mais des années 1990, au sortir de la guerre froide. De plus, la façon dont les experts des Nations unies et de la Banque mondiale utilisent les statistiques produites par des institutions d'origines fort diverses ne laisse apparaître aucune réflexion sur la fiabilité des indicateurs choisis et les limites des approches quantitatives. A sa manière, le rapport en question synthétise en fait la plupart des problèmes habituels à l'exercice, notamment pour ce qui est des unités de compte, des catégories de victimes et des définitions des violences.

En premier lieu, on peut légitimement s'interroger sur la pertinence d'un procédé qui consiste à énumérer et dénombrer des conflits dont la létalité n'est pas du tout comparable, quitte à aligner les millions de morts de la Seconde guerre mondiale avec les dizaines de victimes de la tentative de sécession de l'île d'Anjouan aux Comores en 1997. Pour calculer une tendance à la hausse, considérer les pays touchés par des violences n'est pas non plus très probant si on ne prend pas en compte l'augmentation du nombre de territoires reconnus indépendants par la communauté internationale depuis la fin de la décolonisation. En effet, on recense aujourd'hui quatre fois plus d'Etats qu'en 1945. En soi, le nombre de pays en guerre et de conflits armés ne nous dit donc pas grand-chose de l'évolution de la dangerosité du monde, en particulier si on ne le met pas en regard avec la densité et la croissance démographique de la population.

Les différentes nomenclatures et catégories de victimes telles qu'elles ressortent du droit international humanitaire méritent aussi qu'on leur prête davantage attention. Dans leur rapport, les Nations unies et la Banque mondiale appuient leur démonstration sur l'augmentation du nombre de combattants tués au cours des hostilités, des morts qualifiées de *battle deaths*. Pourtant, les civils sont en général les plus touchés par les conflits, une loi bien éprouvée au cours des siècles. Ne s'intéresser qu'aux catégories de victimes les plus faciles à recenser peut introduire des distorsions dans l'analyse. En effet, les conventions de Genève font seulement obligation aux belligérants de publier des informations sur les morts militaires et non civiles. De plus, il arrive parfois que les survivants préfèrent déclarer des morts militaires plutôt que civiles, par exemple en Bosnie pour toucher des pensions d'un montant supérieur (Delpla, 2008, p.157).

Pour dégager des tendances, il faudrait en fait se mettre d'accord sur des indicateurs et des catégories qui permettent la comparaison et qui résistent à l'épreuve du temps dans des contextes sociaux, culturels, politiques et économiques très différents. Dans le même ordre d'idées, il conviendrait de ne pas confondre les taux et les valeurs absolues. En effet, une augmentation du nombre d'homicides ou de *battle deaths* peut simplement suivre la croissance démographique sans pour autant signaler une aggravation du risque à un niveau individuel. Si tant est que l'on veuille restreindre la discussion à la question des conflits armés, encore faudrait-il aussi s'entendre sur des définitions plus ou moins inclusives des catégories de victimes et des actes de violences.

Développement et sécurité : un lien disputé

Etudier l'évolution de la conflictualité ou de la criminalité létales dans le temps et dans l'espace n'est sûrement pas chose aisée. De deux choses l'une, cependant : soit on considère que tous les chiffres sont faux et on s'interdit de parler d'une augmentation ou d'une diminution des violences mortifères dans le monde ; soit on admet les limites des approches quantitatives et on tente quand même d'en tirer des leçons raisonnables. Les débats à ce propos n'épuisent certainement pas le sujet et invitent à dépasser les disputes académiques sur le mode de calcul de la surmortalité due aux conflits lorsque les désaccords portent sur les raisons de l'augmentation ou de la diminution des affrontements armés à travers le monde.

Un bon nombre d'auteurs anglo-saxons, on l'a vu, tablent sur une tendance à la baisse qui, pour l'équipe d'Andrew Mack (2005), résulterait d'abord de la multiplication des opérations de paix et des interventions humanitaires depuis l'effondrement de l'URSS et la fin de la guerre froide. Dans la longue durée, l'amélioration de l'accès à la santé, les progrès technologiques, le développement des transports, l'augmentation de la production agricole et l'efficacité de l'aide internationale auraient par ailleurs permis de réduire l'impact mortifère des conflits armés et d'éliminer les grandes famines de la surface de la planète après la conquête coloniale et les deux guerres mondiales (Waal, 2018, p.6). Pour Steven Pinker (2011), la diminution des affrontements armés témoignerait aussi du triomphe des modèles démocratiques et libéraux sur le plan politique et économique.

A sa manière, le débat renvoie ainsi à la sempiternelle question de la relation entre développement et sécurité. L'idée selon laquelle il ne pourrait y avoir de développement sans sécurité et, inversement, de sécurité sans développement est bien ancrée dans les démocraties occidentales qui ont l'habitude de faire la guerre « chez les autres » mais surtout pas sur leur territoire. Elle est également partagée par les milieux

néolibéraux selon qui la croissance économique serait source de prospérité et de paix plutôt que de compétition et d'inégalité sociale. C'est notamment le cas de certains économistes qui, de façon très optimiste, s'intéressent seulement aux facteurs de développement en considérant que la pauvreté n'a pas de causes en tant que telle puisque le dénuement serait l'état naturel de l'homme (Bauer, 1972).

Les chercheurs qui travaillent sur la question des inégalités sociales ont évidemment un point de vue différent. Les adeptes de la fameuse théorie de l'agression-frustration y voient un lien direct avec la violence (Dollard, 1939). Ils supposent en effet que les inégalités engendrent des frustrations si intenses qu'elles finissent par déboucher sur des révoltes collectives ou des attaques individuelles contre les personnes. En témoigne par exemple l'étude d'épidémiologistes qui, s'intéressant aux pays développés, montrent que les sociétés les plus inégalitaires connaîtraient généralement des taux d'homicides plus élevés (Wilkinson & Pickett, 2009). En sens inverse, la théorie de l'agression-frustration expliquerait aussi pourquoi, aujourd'hui, les affrontements armés diminueraient à l'échelle mondiale, si tant est que l'on constate bien un amenuisement des inégalités sociales, à mesure que les pays émergents rattrapent leur retard avec les pays riches.

Le lien entre frustration et violence n'est certes pas univoque et, dans son célèbre essai, Ted Gurr se demandait plutôt pourquoi les hommes ne se rebellaient pas plus souvent dans des contextes de grande pauvreté (1970). A l'évidence, d'autres facteurs jouent, qui questionnent bien autant la relation entre développement et sécurité. En effet, la question de la

pauvreté ne doit pas faire oublier que ce sont les pays riches qui ont été le plus souvent en guerre au 20^{ème} siècle, avec, par ordre décroissant d'importance, les Etats-Unis, l'ex-URSS, la Grande-Bretagne et la France. Contrairement aux présupposés de la théorie de l'agression-frustration, qui plus est, les sentiments d'injustice ne nourrissent pas forcément des tensions susceptibles de déclencher des sortes de « guerres des classes ». L'insatisfaction, en particulier, est une notion assez variable, suivant les contextes, et les sociologues ne trouvent pas de corrélation systématique avec les niveaux de violence, si tant est que l'on puisse mesurer le bonheur (Kelley & Evans, 2016). Le Nigeria en fournit un exemple significatif. Réputé compter parmi les pays les plus violents d'Afrique, il abrite une population qui, selon des sondages de Gallup en 2015, affiche un optimisme sans égal ailleurs dans le monde⁹.

En allant encore plus loin, enfin, on peut interroger le lien entre insécurité, développement et paix. En effet, il arrive que les guerres relancent la croissance économique, favorisent le plein emploi et permettent de relever les salaires de travailleurs moins nombreux du fait de la disparition d'un bon nombre d'entre eux au cours des hostilités. A l'occasion, les conflits armés réduisent aussi les inégalités sociales en nivelant les revenus par le bas, en renversant les anciens régimes, en bouleversant les hiérarchies traditionnelles, en mobilisant les masses et en tuant les riches comme les pauvres (Scheidel, 2017). De ce point de vue, le débat sur le lien entre sécurité et développement est loin d'être clos. Une chose est sûre, cependant : la question dépasse très largement les disputes académiques sur les méthodes de mesure de l'évolution des niveaux de violence.

Références bibliographiques

- Badie B. (2019)**, « Le monde en 2050 : la fin de la géopolitique ? », *Diplomatie* n°100, p.38.
- Bagayoko N. et al. (2021)**, *Sahel : Ce qui doit changer*, Bamako, Coalition citoyenne pour le Sahel.
- Barrett C. and Maxwell D. (2005)**, *Food Aid After Fifty Years: Recasting Its Role*, London, Routledge.
- Bauer P. T. (1972)**, *Dissent on development*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Bonney R. (2004)**, *Jihad: From Qur'an to bin Laden*, London, Palgrave Macmillan.
- Cabanes B. (ed.) (2018)**, *Une histoire de la guerre : Du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Seuil.
- Collier P., Hoeffler A. and Söderbom M. (2001)**, "On the Duration of Civil War", Policy Research Working Paper No2681, Washington, World Bank.
- Collier P. and Hoeffler A. (2000)**, "Greed and grievance in civil war", Policy Research Working Paper No2355, World Bank, Washington.
- Cramer C. (2006)**, *Civil War Is Not A Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*, London, Hurst.

⁹<https://www.leparisien.fr/societe/infographie-le-classement-de-l-optimisme-dans-le-monde-03-01-2015-4416673.php>

- De Young K. (2007)**, “Terror database has quadrupled in four years”, *The Washington Post*, p.A1.
- Delpla I. (2008)**, « La preuve par les victimes. Bilans de guerre en Bosnie-Herzégovine », *Le Mouvement social* n°222.
- Dollard J. (1939)**, *Frustration and Aggression*, New Haven, Yale University Press.
- Eck K. (2012)**, “In Data We Trust? A Comparison of GED and ACLED Conflict Events Datasets”, *Cooperation and Conflict* vol.47, No1, pp.124-41.
- ECW (2016)**, *Standards for Casualty Recording*, Londres, Every Casualty Worldwide, 62p.
- Glasman J. (2019)**, *Humanitarianism and the Quantification of Human Needs: Minimal Humanity*, London, Routledge.
- Gurr T. R. (1970)**, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press.
- Harari Y. N. (2017)**, *Sapiens : une brève histoire de l'humanité*, Paris, Albin Michel.
- Hiribarren V. et al. (2019)**, « La notion de “génocide” est un mot-clef dans la politique nigériane, employé à tort et à travers », *Le Monde* (7 dec.).
- Kaldor M. (2018)**, “War”, in Allen, Tim (ed.), *Humanitarianism: a dictionary of concepts*, London, Routledge, pp.340-51.
- Kaldor M. (1999)**, *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, California, Stanford University Press.
- Kelley J. and Evans M. (2016)**, “Societal income inequality and individual subjective well-being: results from 68 societies and over 200,000 individuals, 1981-2008”, *Social Science Research* vol.62, pp.1-23.
- Lacina B., Gleditsch N. P. and Russett B. (2006)**, “The Declining Risk of Death in Battle”, *International Studies Quarterly* vol.50, pp.673–80.
- Lacina B. and Gleditsch N. P. (2005)**, “Monitoring Trends in Global Combat: A New Dataset of Battle Deaths”, *European Journal of Population* vol.21, pp.145–66.
- Mack A. and al. (2005)**, *Human Security Report 2005*, Vancouver, University of British Columbia, Human Security Centre.
- Marchal R. and Messiant C. (2003)**, « Les guerres civiles à l'heure de la globalisation : nouvelles réalités et nouveaux paradigmes », *Critique internationale* No18, pp.91-112.
- Mazeau G. (2012)**, « Violence politique et transition démocratique : les attentats sous la Révolution française », *La Révolution française* No1.
- Mitchell T. (2002)**, *Rule of Experts: Egypt, Techno-politics, Modernity*, Berkeley, University of California Press.
- Nessi S. (2019)**, *Autrefois... l'humanitaire*, Genève, Slatkine.
- Newman E. (2004)**, “The ‘New Wars’ Debate: A Historical Perspective Is Needed”, *Security Dialogue* vol.35, No2, pp.173-189.
- Oriola T. (2021)**, “Nigerian Soldiers On The War Against Boko Haram”, *African Affairs* vol.120, No479, pp.147-175.
- Parkinson J. (2019)**, “Nigeria Buries Soldiers at Night in Secret Cemetery”, *The Wall Street Journal* (July 31).
- Pérouse de Montclos M.-A. (2020)**, “The Nigerian military response to Boko Haram: a critical analysis”, *African Conflict and Peacebuilding Review* vol.10, No2, pp.65–82.
- Pérouse de Montclos M.-A. (2019)**, « Les persécutions antichrétiennes en Afrique, un sujet sensible », *The Conversation* (23 janvier).
- Pérouse de Montclos M.-A. (2016)**, « Les guerres d’aujourd’hui sont plus nombreuses, plus meurtrières, plus prédatrices et plus barbares ! », dans Courade, George (ed.), *L’Afrique des idées reçues*, Paris, Belin, pp.143-9.
- Pérouse de Montclos M.-A. (2013)**, « Crises et migrations : effets de rhétorique autour d’un enjeu politique », dans Pérouse de Montclos M.-A., Petit V. et Robin N. (dir.), *Migrations et crises dans les pays en développement*, Paris, L’Harmattan.
- Pérouse de Montclos M.-A. (2010)**, « Contes et légendes des guerres africaines : polémiques et politiques des chiffres de la mortalité violente », *Politique étrangère* No3, pp.661-71.

- Pérouse de Montclos M.-A. (2007)**, *Guerres d'aujourd'hui : les vérités qui dérangent*, Paris, Tchou.
- Pérouse de Montclos M.-A., Minor E. and Sinha S. (ed.) (2016)**, *Violence, statistics, and the politics of accounting for the dead*, Dordrecht, Springer.
- Pinker S. (2011)**, *The Better Angels of Our Nature: The Decline of Violence in History and Its Causes*, New York, Viking.
- Prost A. (2008)**, « Compter les vivants et les morts, l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement social* No222, pp.41-60.
- Scheidel W. (2017)**, *The Great Leveler: Violence and the history of inequality from the Stone Age to the twenty-first century*, Princeton (NJ), Princeton University Press.
- Siollun M. (2021)**, *What Britain Did to Nigeria: A Short History of Conquest and Rule*, London, Hurst.
- Tertrais B. (2011)**, *L'apocalypse n'est pas pour demain : pour en finir avec le catastrophisme*, Paris, Denoël.
- Trémolières M., Walther O. and Radil S. (2020)**, *The Geography of Conflict in North and West Africa*, Paris, OECD.
- United Nations (ed.) (2018)**, *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, Washington, DC, World Bank.
- Waal (de) A. (2018)**, *Mass starvation: the history and future of famine*, Cambridge, Polity.
- Wilkinson R. and Pickett K. (2009)**, *The Spirit Level: why more equal societies almost always do better*, London, Allen Lane.
- Williams P. (2018)**, *Fighting for Peace in Somalia: A History and Analysis of the African Union Mission (AMISOM), 2007-2017*, Oxford, Oxford University Press.